



Ni l'un, ni l'autre

NI LEUR SYSTÈME !

Le duel Macron Le Pen tant espéré par la bourgeoisie, tant entretenu par la presse, sera celui du second tour. Loin des préoccupations des milieux populaires, cette élection a vu s'affronter douze candidats, dont cinq millionnaires, dans une campagne sans débat sur fond de guerre en Ukraine, d'effondrement social et de flambée des prix. L'abstention importante, la plus élevée depuis vingt ans, est majoritaire dans les milieux populaires, donnant à ce scrutin des airs de mascarade. Les partis de gauche de gouvernement (PS-PCF), ceux de droite (LR) sont balayés, les Verts (EELV) éclipsés, l'Union populaire de Mélenchon disqualifiée de peu. Que nous disent ces élections ?

Macron rime avec pognon

La lutte des classes existe et Macron l'a bien compris. Le candidat patronal, partisan de l'argent facile et de la matraque, est arrivé premier avec près de 28 %, avec un seul meeting. Cela n'a rien de surprenant. Le pays a été fracturé entre d'un côté neuf millions d'habitants sous le seuil de pauvreté, des salaires de misère, des conditions de travail épouvantables et de l'autre une richesse insolente. Les 109 milliardaires français ont vu leurs gains augmenter de 30 % pendant la pandémie, et le Crédit suisse estime à trois millions le nombre de ménages qui atteindront le million d'euros de patrimoine en 2023. Tout ce petit monde s'est régalé pendant le mandat du banquier issu d'un gouvernement de « gauche » et a logiquement voté avec discipline. Leur candidat est là pour protéger cette machine à produire les inégalités, à casser les droits sociaux qu'est le capitalisme. Avec une violence sans retenue. Nous n'oublions pas les milliers de blessés lors du mouvement des Gilets jaunes, les dix-sept éborgnés, les quatre mains arrachées. Nous n'oublions pas non plus sa haine des pauvres, ces noms qu'il disait « difficiles à prononcer », son mépris des « gens qui ne sont rien ».

Alors que penser de l'appel risible d'un certain Emmanuel Macron aux déçus de l'ancien président ? Ce cirque a assez duré.

Le Pen rime avec la haine

Alors pour dégager Macron, la tentation du pire est présente chez certains, tant la haine qu'il suscite est grande. Pourtant ces deux-là sont bel et bien complémentaires et complices. Complémentaires, car ils sont les meilleurs ennemis du monde, mais aussi complices, car derrière une rivalité de façade, Macron et Le Pen aiment l'argent, les riches, les inégalités, les dictateurs en Afrique, en Russie et ailleurs. Et si la surenchère raciste de Zemmour l'a faussement mise en valeur, Marine Le Pen ne représente en aucun cas un progrès social. Bien au contraire, son programme est celui de la division entre les travailleurs selon leur origine, et lorsqu'elle parle « des intérêts de la nation », c'est toujours pour appeler à la haine des autres, bien plus qu'à un prétendu amour des siens.

Leurs élections et nos choix

Bien des travailleuses et des travailleurs ont espéré de l'Union populaire de Mélenchon, et bien peu ont choisi le vote révolutionnaire (Philippe Poutou et Nathalie Arthaud). Souvent sans illusion, juste pour échapper au duel un peu trop annoncé. La marche est loupée de peu et l'amertume est grande sans doute. La possibilité de passer n'a pas marché. Cette gauche qui se dit radicale a tout misé sur les institutions, la voie électorale. Mélenchon a même expliqué que son vote éviterait les manifestations, en un mot : les feuilles de papier dans l'urne plutôt que les luttes. Pourtant il faudra faire des additions. Il faut ajouter au vote Mélenchon l'abstention populaire, une colère solitaire. Cette colère encore silencieuse et cette protestation par des bulletins de vote ne font pas un mouvement, mais elles représentent des millions de refus de leur monde qui nous mène à la catastrophe.

Nous, les exploités et opprimés, sommes une immense force potentielle. Bien plus nombreux qu'eux. Le second tour n'offre en réalité aucun choix. Il nous reste à prendre nos affaires en main sans rien attendre de leur monde. Il faut construire le nôtre, dès maintenant, celui de la solidarité, de l'unité combative de notre camp social, de nos luttes victorieuses contre leur loi du fric, leurs guerres, leur pollution, leur misère.

Victoire

Le tribunal a donné raison à nos représentants au CHSCT sur l'indigence du projet de réorganisation à Paris 15. La Poste veut supprimer des emplois et des jours de repos à tire-larigot sans se préoccuper des conséquences sur notre charge de travail. La direction n'a pas été capable de donner des explications sur ses estimations de charge (elle en serait bien incapable tant les chiffrages sont bidons).

Eh bien cette fois, ça ne passera pas ! Avec cette décision, ce sont plusieurs mois de gagnés et autant pour notre santé.

Interro surprise

La direction nous soumet à de longs questionnaires théoriques sur notre métier. Pour elle, cela s'apparente à de la formation... C'est surtout une perte de temps, surtout quand le questionnaire ne porte même pas sur notre boulot, comme les chauffeurs qui doivent répondre sur les colis.

La Poste a oublié une question sur le nombre d'emplois qui manquent pour faire tout ce qu'elle nous demande.

Nous n'avons pas les mêmes valeurs

La direction cherche à étendre la deuxième présentation pour les objets suivis et recommandés. Elle tente de nous rajouter du boulot par la bande puisque ses réorganisations ne passent pas. Pourtant, certains d'entre nous le font déjà, mais avec intelligence, quand il y a des chances que l'utilisateur soit présent le lendemain. La direction, elle, voudrait le faire bêtement sans distinction, et tant pis si on se charge pour rien.

Les travailleurs d'Amazon en lutte pour les salaires

Les huit entrepôts d'Amazon situés en France sont touchés par un mouvement de grève. En cause, les salaires très faibles, le plus souvent guère plus élevés que le Smic. La direction propose une augmentation dérisoire de 3 %, inférieure à l'inflation. Ce mouvement aurait mobilisé environ 1 500 salariés sur les 12 000 CDI qu'emploie l'entreprise et est prévu pour durer au moins jusqu'à jeudi, jour de négociation dans le cadre des NAO. Les travailleurs et les syndicats qui organisent le mouvement réclament au minimum 5 %. Ce serait bien le moins dans un des groupes les plus riches du monde dont le bénéfice s'est élevé en 2021 à 33 milliards de dollars.

Concentration des médias : circulez, il n'y a rien à voir

La commission d'enquête du Sénat sur la concentration des médias, forte d'une vingtaine de sénateurs, a auditionné pendant quatre mois tous les milliardaires patrons de presse. Conclusion tirée par le sénateur LR Jean-Raymond Hugonet : « Les auditions ont permis d'établir que la concentration des médias n'était pas excessive en France et que le pluralisme de l'information était pleinement respecté. » Les Bolloré, Niel, Lagardère, Drahi, Bouygues, Pinault et autres Arnault – qui contrôlent à eux seuls les trois quarts des médias du pays – peuvent dormir tranquilles.

Macron, nos vies et leurs profits : bonjour la démagogie !

Le 2 avril, lors d'un meeting à la Défense, Macron a osé lancer « *Nos vies valent plus que leurs profits* » à propos du scandale des Ehpad. Cette formule avait été prononcée pour la première fois en 2002 par notre camarade Olivier Besancenot et elle figure sur les affiches de campagne du NPA. Quand on sait que, sous Macron, les suppressions de lits n'ont jamais cessé dans les hôpitaux publics, même pendant le Covid, et que les chaînes de maisons de retraite privées ont toujours échappé à tout contrôle strict, on mesure l'hypocrisie du candidat-président.

Même si, face à l'ampleur du scandale, il a été demandé à Orpea de rembourser certaines subventions, ce qui n'est pas encore fait, il est probable que les actionnaires et principaux patrons s'en tireront très bien. Macron et ses amis n'envisagent pas d'exproprier ces vautours. La propriété capitaliste et le profit, ça passe avant tout pour eux, malgré ce plagiat démagogique. Les conseillers de Macron manquent d'imagination, mais pas de culot.

SFR pris les doigts dans le pot de confiture

SFR vient de se voir infliger un redressement fiscal de 420 millions pour une fraude à la TVA. En 2017 et 2018, il proposait un bouquet de journaux dans son offre *Triple play* (internet, téléphone, télévision). Petit problème : il appliquait en toute illégalité le taux réduit de la TVA de 2,1 %, réservé à la presse, alors que son activité relevait d'un taux de 20 %.

Au total, le fisc réclame à la société de Patrick Drahi près de 830 millions d'euros pour ses diverses entorses fiscales. Ce qui n'empêche nullement Drahi de continuer à avoir ses entrées dans les ministères et être à tu et à toi avec nombre de politiciens.

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

